

# Construire un réformisme radical anti-marchandisation

Par Philippe Merlant \*

Bourses mondiales au bord du krach, faillites frauduleuses en cascade, interventions des États pour sauver les marchés financiers... le second semestre 2002 restera peut-être dans l'histoire comme marquant l'effondrement d'un mirage : celui d'une soi-disant « nouvelle économie », qui ne fut en fait qu'une tentative d'imposer le pouvoir de la finance internationale et des actionnaires à travers une version ultralibérale du capitalisme. Une nouvelle crise économique mondiale se profile et les États-Unis ne sont pas épargnés. Les lecteurs de Transversales pourront avec utilité se reporter à l'article d'André Gorz, intitulé « Chronique d'une crise annoncée » et publié dans le numéro 65 : l'auteur y décrivait le processus par lequel les États-Unis, ayant assis leur croissance sur l'endettement des ménages, allaient vers une crise économique et financière certaine. Nous y voilà.

Il y a douze ans que Transversales montre que le système économique actuel – et la société qu'il inspire – nous mènent droit dans le mur, et ce pour trois raisons qu'il convient de rappeler brièvement.

**1** L'économie capitaliste de marché et la société de marché conduisent à une aggravation sans précédent des inégalités. C'est vrai à l'intérieur des pays, ça l'est aussi au niveau international : le rapport des revenus par habitant entre le pays le plus riche et le pays le plus pauvre du monde est passé de 3 en 1820, à 11 en 1913, 35 en 1973 et 72 en 1992 ! À qui profite la mondialisation ?

**2** Cette économie ne fait pas bon ménage avec la mutation informationnelle. Jacques Robin le rappelle à nouveau dans ce numéro (p. 32) : les technologies informationnelles modifient profondément les règles de la production et de l'échange. Elles appellent des stratégies de mobilisation de l'intelligence humaine qui ne peuvent s'épanouir qu'à travers des logiques de coopération et non de compétition généralisée.

**3** Ce système mène à l'épuisement des ressources humaines et de celles de la nature. Inutile désormais de se lancer dans de longs discours pour argumenter sur ce point. George W. Bush n'a-t-il pas tout résumé en expliquant, au sujet du refus américain de ratifier le protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre : « Trop cher pour l'économie américaine ! » ? Ce qui est vrai des ressources écologiques l'est aussi des ressources humaines : la logique de « guerre économique » – et les nouvelles pratiques managériales qu'elle a inspirées – ont considérablement favorisé le développement de nouvelles formes de peur et de stress au travail : la question d'actualité de ce numéro de Transversales y est consacrée, tant nous pensons qu'il s'agit là d'un problème majeur de notre époque.

Sortir de l'impuissance politique

Il nous faut donc sortir au plus vite de cette économie qui n'a de nouvelle que le nom et ne fait que plaquer les vieux mécanismes du capitalisme industriel sur une réalité inédite.

Il nous faut renverser la logique, et remettre l'économie au service des fondamentaux anthropologiques et écologiques. Ce n'est pas seulement une affaire de justice, mais aussi d'efficacité... et de survie pour la planète ! Très bien, mais comment faire ?

Après l'effondrement des systèmes communistes, le capitalisme a paru triompher à ce point que toute idée d'une alternative est devenue caduque. Quelques-uns s'accrochent aux théories révolutionnaires pour mettre à bas ce système inique. La grande majorité des citoyens se rallient à l'idée de processus réformistes, donc procédant par transformations progressives. Mais beaucoup parmi ceux-là ont du mal à imaginer autre chose qu'un simple « replâtrage » du système : une régulation minimale de la mondialisation ultralibérale à laquelle les dirigeants des institutions financières internationales, face aux risques évidents d'implosion majeure, finissent eux-mêmes par se rallier...

À l'évidence, cela ne suffit pas. Si nous sommes bien, comme le montre Karl Polanyi, dans une « société de marché » – c'est-à-dire une société dans laquelle tous les rapports sociaux sont inféodés à l'économie et où toute l'économie est ramenée à l'économie de marché –, il nous faut aujourd'hui proposer une double alternative :  
• une alternative à l'économie de marché en mettant en œuvre, concrètement, une économie plurielle ;

•mais aussi, une alternative à l'économisme dominant qui imprègne nos sociétés.  
Vaste défi, auquel entend répondre le dossier central de ce numéro de Transversales, et qui se heurte à un problème de taille : le rouleau compresseur de la marchandisation à outrance (1). Malgré Seattle, malgré Porto Alegre, cette logique de marchandisation continue sa marche en avant, sans coup férir. De ce fait, dans n'importe quel secteur de la société, toute réforme qui fait l'impasse sur cette question de la marchandisation, qui ne s'y attaque pas pour tenter de la faire reculer, ne peut servir qu'à colmater et à corriger les effets de ce qui se joue ailleurs, au cœur du système économique.

Le réformisme se condamne ainsi à n'être qu'un réformisme de « réparation », impuissant à inverser des logiques que de plus en plus de gens s'accordent pourtant à reconnaître comme nocives et dangereuses, pour les êtres humains comme pour la planète qu'ils habitent.

Face à cela, l'enjeu est bien de bâtir un réformisme anti-marchandisation, qui redonne une crédibilité à la pensée de gauche.

Si le sentiment d'impuissance politique s'est développé à ce point, ces dernières années – et ce malgré l'effervescence suscitée par les nouveaux mouvements civiques et sociaux –, c'est sans doute, précisément, parce que chacun sent bien qu'on ne peut pas proposer d'alternative crédible si l'on ne décrit pas, concrètement, comment s'opposer à ce rouleau compresseur de la marchandisation. Bâtir un réformisme radical anti-marchandisation est ainsi une condition nécessaire pour sortir de l'impuissance politique.

Face à l'urgence, le levier de l'éthique  
Bien sûr, cette alternative politique à la société de marché mettra des années à se construire. Dans l'immédiat, face à l'urgence des périls qui menacent l'humanité, on ne peut se contenter de raisonner en termes de contre-pouvoir : il faut aussi tenter d'influer sur les sources du pouvoir planétaire. La mise en place d'un Collegium international éthique, politique et scientifique – pour laquelle Transversales ne ménage pas ses efforts – apparaît comme une réponse pertinente en ce sens (2). Tant il est vrai que le premier frein au déchaînement de la logique marchande systématique ne peut venir que de l'éthique.

\* Rédacteur en chef de Transversales Science Culture.

04 > 05

1 Cette logique marchande s'impose à ce point que certains, en France, alors que le gouvernement Raffarin s'attaque de plein fouet à l'économie solidaire, appellent de leurs vœux une « économie sociale de marché ».

## Transversales Science | Culture

Après 71 numéros parus sous la forme d'une lettre bimestrielle (1990-2001), Transversales Science Culture est devenue, depuis janvier 2002, une revue trimestrielle. Ce numéro est le n° 3 de la nouvelle série trimestrielle (juillet-août-septembre)

### RÉDACTION / COURRIER DES LECTEURS

21 boulevard de Grenelle  
75015 Paris, France

Tél : 01 40 58 12 37

Fax : 01 40 58 13 50

mél : transversales@

globenet.org

### ABONNEMENTS

Transversales, Service

abonnements, 60646 Chantilly

cedex, France

Tél : 03 44 62 57 80

### SITE INTERNET :

[http://www.globenet.org/](http://www.globenet.org/transversales/)

[transversales/](http://www.globenet.org/transversales/)

### ÉDITEUR

Transversales

Science Culture

S.A. au capital

de 38 112,30 euros

à directoire et conseil

de surveillance

### FONDATEUR

Jacques Robin

### CONSEIL DE

### SURVEILLANCE

Patrick Viveret, président

Claude Alphandéry,

vice-président

### ACTIONNAIRES

Association Grit (actionnaire

majoritaire), S.A. Le Monde

diplomatique, Macif

Participations (actionnaires

minoritaires principaux),

Fondation Charles-Léopold-

Mayer, Les Publications

de la Vie, Scop Chèque

déjeuner, Gestion Pierre

Cardin, Claude Alphandéry,

S. A. M. Hervé

### DIRECTOIRE

Philippe Merlant, président

Pierre Bérard,

Christophe Boulanger

### DIRECTEUR

### DE LA PUBLICATION

Philippe Merlant

### RÉDACTION

Rédacteur en chef :

Philippe Merlant

Secrétariat de rédaction :

Maud Mokaddem

Conception graphique :

Serge Ricco

### COMITÉ DE RÉDACTION

Laurence Baranski,

Pierre Bérard, Jean Liberman,

Ann-Corinne Zimmer,

Jean Zin.

### DIFFUSION

Dif'Pop, 21 ter rue Voltaire,

75011 Paris. Tél : 01 40 24 21

31.

### CONSEIL D'ORIENTATION

Henri Atlan, Jordi Borja,

Elisabetta Bucolo, Alain Caillé,

Brigitte Chamak, Jean

Chesneaux, Serge Depaquit,

Sacha Goldman, Anne Brigitte

Kern, Véronique Kleck,

Lilia Moglia, Edgar Morin,

Gérard Paquet, Denis Pansu,

André Parinaud, René Passet,

Riccardo Petrella, Valérie

Peugeot, Martine Rêmond-

Gouilloud, Jacques Robin,

Joël de Rosnay, Roger Sue,

Armen Tarpinian, Jacques

Testart, Patrick Viveret.

### CORRECTEURS

Alain Queignec, Jean Werquin.

### IMPRIMERIE

Imprimerie E.T.C. - BP 198,

76196 Yvetot cedex, France

ISSN : N° 1145-5284

Commission paritaire :

0405 κ 66924

Dépôt légal : janvier 1990

### ABONNEMENTS

(4 numéros par an)

France :

Individuel : 60 € (393,58 F),

Étudiant/chômeur

(justificatif) : 30 € (196,79 F),

Association (5 ex. à chaque

n°) : 200 € (1 311,91 F),

Entreprise (5 ex. à chaque

n°) : 275 € (1 803,88 F),

Soutien (envoi en nombre) :

750 € (4 919,67 F),

Étranger :

Individuel : 68 € (446,05 F),

Étudiant/chômeur : 38 €

(249,26 F),

Association (5 ex. à chaque

n°) : 240 € (1 574,29 F),

Entreprise (5 ex. à chaque

n°) : 315 € (2066,26 F),

Soutien (envoi en nombre) :

790 € (5 182,05 F)

### VENTE DE DOCUMENTS

- Mieux penser l'écologie :

7 € (45,92 F).

- Garantir le revenu :

15 € (98,39 F).

- Jacques Robin,

Quand le travail quitte

la société post-industrielle

## Abonnez-vous !

(Voir le bulletin inséré dans ce numéro)